



Irrig@ctu #2

Éric Frétilière, Président d'Irrigants de France

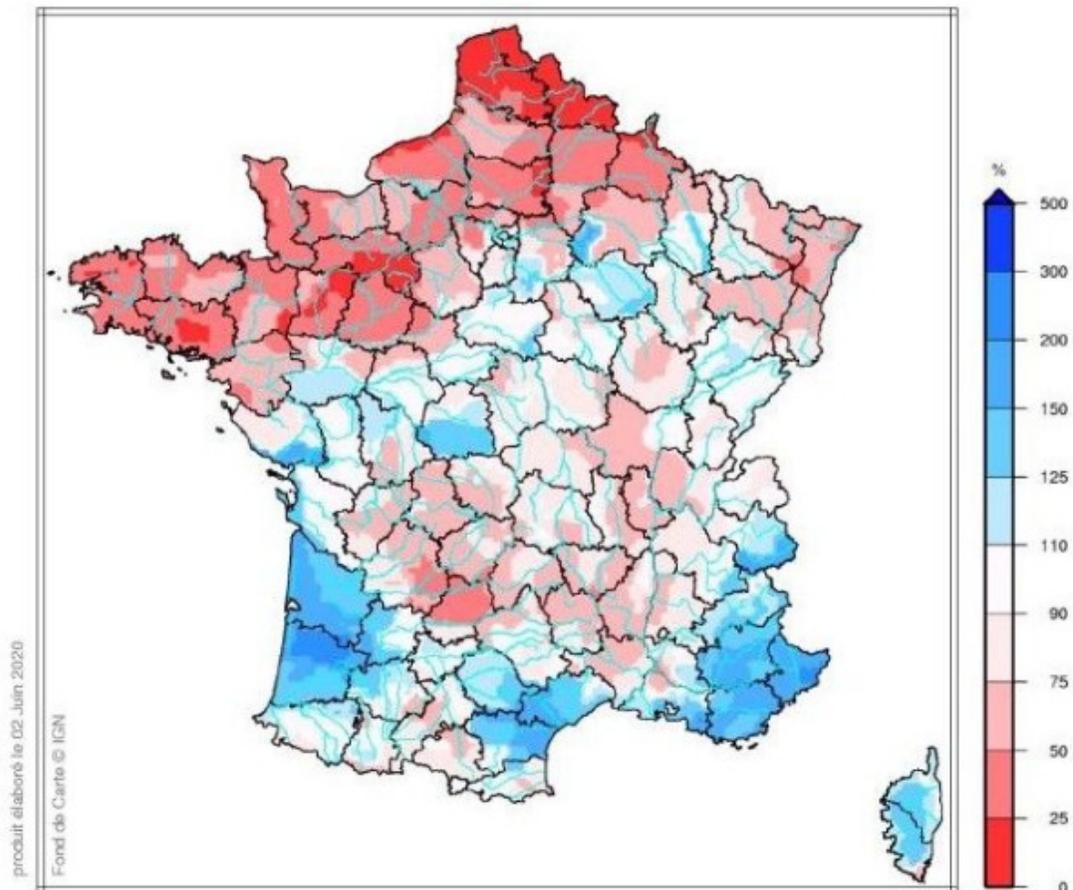


Bilan hydrologique à fin mai : situation hétérogène

La pluviométrie du mois d'avril s'est caractérisée par une quasi-absence de précipitations sur le nord d'une diagonale Saint Malo-Montpellier. En mai, les précipitations ont été très déficitaires sur le nord-ouest de la France, ainsi que sur l'Alsace. Les pluies ont été abondantes sur l'Aquitaine, une partie de l'Occitanie, de la Franche-Comté, à l'est de la région PACA, en Corse ainsi que, plus localement, de la Vendée au sud de l'Île-de-France et de la Champagne.

Les sols superficiels se sont asséchés durant ce mois de mai sur l'ensemble du pays. Du fait du manque d'eau et des températures élevées, ils sont secs sur la moitié nord de l'Hexagone ainsi que le long de la vallée du Rhône et sur le littoral ouest de la Corse. Au 1er juin, les sols restent humides sur le sud de la Gironde, les Landes, le long de la chaîne pyrénéenne, des Pyrénées-Orientales au Tarn et à l'Hérault, de la Haute-Savoie aux Alpes-Maritimes ainsi que sur le relief corse et l'est de la Haute-Corse.

[Lire l'article](#)



Sécheresse : volonté de l'État de mieux anticiper

Lors du dernier Comité national de l'eau, la secrétaire d'État, Emmanuelle Wargon, a précisé les premiers éléments pour mieux anticiper les difficultés liées aux épisodes de sécheresse à venir. Cette instruction vise principalement :

- le renforcement de la coordination interdépartementale ainsi que le développement d'une analyse multifactorielle pour définir les conditions de déclenchement des différents niveaux de gravité dans les arrêtés cadre,
- l'harmonisation des mesures de restrictions des usages de l'eau,
- les actions à mener pour éviter toute défaillance d'approvisionnement en eau potable.

IRRIGANTS de France, associé aux autres OPA, a déjà fait part de plusieurs propositions suite au premier projet d'instruction, soulignant que la souveraineté alimentaire de la France nécessite de maintenir l'accès à l'eau pour l'agriculture, au même titre que la préservation de la fonction biologique des cours d'eau.

[Lire l'article](#)

Rapport d'information sur la gestion des conflits d'usage en situation de pénurie d'eau

En 2019, une mission parlementaire présidée par Loïc Prud'homme (LFI) avec l'appui de Frédérique Tuffnell en co-rapporteur (Ecologie-Démocratie-Solidarité) a été mise en place pour étudier les situations de conflits entre usagers. Le rapport de la mission, rendu public début mai, émet 25 recommandations abordant les points suivants : connaissance de la ressource, répartition, changement de pratiques, accompagnement financier, mobilisation des acteurs...

[Lire l'article](#)

Réutilisation des eaux usées : nouveau texte européen

Le Parlement européen a adopté formellement le 13 mai dernier l'accord interinstitutionnel sur le règlement relatif aux exigences minimales requises pour la réutilisation de l'eau usée (REUSE) en agriculture, qui doit être publié au Journal Officiel de l'UE. Il entrera en vigueur 20 jours après sa date de publication et les mesures édictées s'appliqueront trois ans après l'entrée en vigueur du règlement (milieu d'année 2023). Ce nouveau règlement apporte de profondes modifications à la réglementation actuellement en vigueur en France et remet en cause les projets en place sur le territoire. L'ensemble des travaux d'application du règlement européen au niveau français seront suivis activement par la profession agricole au sein du Groupe de Travail « REUSE » du CORENA, auquel participe IRRIGANTS de France. Il s'agit d'assurer la pérennité des projets opérationnels.

[Lire l'article](#)

N'hésitez pas à diffuser Irrig@ctu autour de vous !

Si cette lettre vous a été transférée

Abonnez-vous !

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications, [suivez ce lien](#)